

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Partir des conflits pour analyser les mouvements sociaux Conflicts as the basis of analysis of social movements Analizar los movimientos sociales a partir de los conflictos

Alberto Melucci

Number 10 (50), Fall 1983

Mouvements alternatifs et crise de l'État

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034654ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034654ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Melucci, A. (1983). Partir des conflits pour analyser les mouvements sociaux.
International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire, (10), 41–44. <https://doi.org/10.7202/1034654ar>

Article abstract

A. Melucci responds to the discussion of his article. He raises the question as to whether it is still useful to speak of class conflict in a situation when social classes, in the sense of real social groups, defined by their position in the relations of production, are dissolving?

The analysis must begin with an examination of the stakes involved in a given conflict and it is only afterwards that it is possible to identify the actors. Conflicts in highly differentiated societies are always related to the production, appropriation and distribution of social resources. The actors involved in these areas can change and it is the task of empirical analysis to identify them. This approach implies a change of perspective in the analysis of conflicts. At this level of generality, it is necessary to begin with the "system", its rules of operation and the processes which govern its reproduction and transformation. It is necessary to understand the problems and the resources at stake in the particular conflict. The empirical analysis should provide an explanation as to why, at a certain time, various social groups are mobilized around particular conflicts.

Partir des conflits pour analyser les mouvements sociaux

A. Melucci

Réponse au débat

Le débat ouvert par la revue me donne l'occasion de revenir sur quelques concepts que j'ai introduits et me permet de mieux éclaircir mes orientations.

Le texte présenté ici fait partie d'une réflexion plus large à l'intérieur de laquelle j'ai abordé quelques-unes des questions que mes interlocuteurs soulèvent. Je veux dire par là que la réflexion sur les mouvements sociaux contemporains s'insère dans un effort de redéfinition théorique du champ d'analyse des mouvements et des concepts utilisés qui constituent le cadre dans lequel il faut inscrire les réflexions présentées ici. Une recherche empirique de longue durée qui vient d'être achevée a essayé d'autre part d'apporter à ces hypothèses théoriques quelques éléments de vérification¹. C'est donc par référence à ces cadres à la fois théoriques et empiriques

que je vais essayer d'ajouter quelques éléments au texte que mes interlocuteurs ont discuté.

La première question concerne le caractère antagoniste des mouvements, leur rapport avec les classes et la relation entre une condition sociale et une action collective. La question théorique qui se pose à l'analyse des mouvements sociaux dans les sociétés contemporaines est de savoir si on peut encore parler de conflits de classes dans une situation où les classes en tant que groupes sociaux réels définis par leur position dans le rapport de production sont en train de se dissoudre, substituées comme elles le sont par une stratification articulée des groupes sociaux. Je continue à considérer qu'il y a une signification antagoniste des mouvements au sens que leur action, à côté d'autres aspects, contient aussi un conflit qui touche

le mode de production et les formes d'appropriation et de destination des ressources sociales. Mais en même temps il faut se demander s'il est possible de séparer un conflit antagoniste d'une référence aux classes et, dans ce sens, à la tradition marxiste. Les critiques de la théorie pluraliste de la sociologie du conflit ne sont pas sans fondement quand elles montrent l'insuffisance du paradigme marxiste des classes par rapport à la multiplicité des groupes et des intérêts qui se croisent dans les sociétés complexes. Mais en même temps ces critiques, pour des raisons idéologiques, veulent nier toute possibilité de conflits généraux qui touchent la logique du système. Donc, avant de liquider le problème théorique posé par des concepts comme « classe » ou « rapports de classes », il faut se demander si l'idée d'un conflit antagoniste peut

42 se passer du cadre historique de la société capitaliste dans laquelle il a été élaboré et des caractéristiques des classes telles que la société industrielle les a connues.

Quand je dis que les mouvements contemporains sont entre autres expression de conflits antagonistes, je veux souligner la signification générale des luttes qui touchent la logique du système dans les sociétés à haute complexité. Il est de plus en plus difficile de parler de conflits de classes parce que les rapports sociaux de production sont de moins en moins, dans ces sociétés, des rapports entre des classes définies comme des groupes sociaux empiriques par une culture et un mode de vie. Il faut donc mettre au centre de l'analyse un concept qui soit homologue de celui de rapport de classe de Marx mais qui ne fasse plus référence aux classes en tant qu'acteur historique. Je préfère donc parler des rapports sociaux de production comme un système de rapports antagonistes qui ont comme objet le contrôle de la production sociale. La production à laquelle on se réfère est de moins en moins une production économique au sens strict et de plus en plus une production symbolique et culturelle.

Les classes ne sont pas des groupes sociaux réels et se référer aux classes me semble peu utile pour l'analyse des conflits bien que ce concept puisse encore nous faciliter l'analyse d'une société con-

crète, d'une formation sociale historique. En sociologie sur le thème des classes il y a toujours une confusion compte tenu que l'analyse des classes tend aujourd'hui à coïncider avec la stratification sociale. Dans la situation actuelle, se référer aux rapports de classes pour l'analyse des conflits ne fait qu'augmenter la confusion. Je crois qu'il est plus utile d'abandonner clairement cette référence et d'essayer de remplir le vide linguistique avec une terminologie provisoire, sans toutefois liquider les problèmes théoriques sous-jacents. La direction de recherche qui me paraît utile est de penser les conflits comme un réseau d'oppositions pour le contrôle du développement plus que comme une confrontation entre deux groupes sociaux stables, entre deux langages ou deux modes de vie, comme c'était le cas dans la phase de l'industrialisation capitaliste. Les classes définies de cette manière disparaissent et sont substituées par une multiplicité de groupes stratifiés et croisés suivant des lignes variables, mais il ne cesse pas d'exister des relations antagonistes qui ont comme objet l'appropriation et la destination de la production sociale.

Celle-ci est toujours sous le contrôle de groupes et d'intérêts particuliers même quand ils s'identifient avec les appareils publics ou avec l'État et d'autres groupes luttent pour imposer une direction différente au développement. Il devient certainement de plus en plus difficile d'identifier les uns et les autres. Le pouvoir est devenu impersonnel et s'est publicisé à travers les grands appareils de planification et de décision, à travers la gestion administrative de tous les aspects de la vie sociale. Les luttes antagonistes se fragmentent et se dispersent dans l'action des groupes sociaux qui sont investis le plus directement par un développement dirigé d'en haut. Et les champs, ce sont les champs des oppositions

qui restent constants et non pas les acteurs.

L'analyse doit commencer par les enjeux des conflits et ce n'est qu'après qu'on peut en identifier les acteurs. Les conflits des sociétés à haute différenciation se jouent toujours autour de la production, de l'appropriation, de la destination des ressources sociales. Les acteurs qui occupent ces champs peuvent changer et c'est à l'analyse empirique de les identifier. Cette perspective implique un changement d'optique dans l'analyse des conflits. Il faut partir du système, de sa logique de fonctionnement, des processus qui alimentent sa reproduction et son changement. À ce niveau de généralité il faut saisir les problèmes et les ressources autour desquels se joue le conflit. L'analyse empirique doit expliquer pourquoi à une phase donnée certains groupes sociaux se mobilisent dans des conflits antagonistes.

Aucune théorie a priori assure de ce point de vue la présence d'un « sujet historique ». Le caractère variable et provisoire des acteurs qui occupent la scène des conflits antagonistes touche surtout les mouvements d'opposition mais il s'applique dans une certaine mesure aussi aux groupes dominants. En ce qui concerne ces derniers, il existe une plus grande stabilité, une intégration plus large puisqu'ils coïncident davantage avec les mécanismes du système. Mais, même du côté du pouvoir, je crois qu'il faudra de plus en plus compter avec sa variabilité et sa capacité de changer ses dimensions empiriques. Je parle naturellement du système au niveau synchronique parce que dans une formation sociale concrète la cristallisation des élites et la continuité historique des mouvements de lutte est toujours plus forte.

Je vois trois conséquences à cette perspective théorique. Premièrement les acteurs sociaux, les acteurs des conflits n'épuisent pas

leur définition sociale dans les luttes où ils sont engagés. Par rapport au temps de vie ou à la pluralité des rôles occupés dans des sous-systèmes différents, l'implication dans un conflit antagoniste ne recouvre pas toutes les possibilités d'action d'un acteur donné. Aucun acteur n'est défini uniquement ou de manière déterminante par son implication dans un conflit antagoniste (il est donc inutile de comparer les acteurs des mouvements contemporains avec ceux de la classe ouvrière). Deuxièmement les conflits contemporains sont, dans leurs caractéristiques empiriques, des conflits limités ; ils se manifestent sur des « *issues* », sur des questions déterminées et mobilisent des acteurs variables. Il se reproduisent cependant très facilement et ils se déplacent une fois institutionnalisés sur d'autres aires du système social. Troisièmement les acteurs des conflits antagonistes deviennent une force de contradiction systémique qui active dans une conjoncture donnée la mobilisation. On pourrait dire que certains éléments d'une condition sociale ou de la position d'un groupe dans la structure sociale entrent en collision avec la logique dominante au niveau du système et la rendent évidente. Quand Louis Maheu parle de contraintes « habilitantes », il exprime cette même idée. Seule l'analyse empirique peut donner des réponses satisfaisantes sur ce point et nous dire par exemple pourquoi des jeunes ou des femmes ou des groupes sociaux donnés se mobilisent dans un conflit. Je m'oppose à l'idée qu'on puisse déduire l'action d'un groupe de sa condition structurelle. Je crois qu'il faut partir de l'action et se demander pourquoi et comment un groupe social donné ou une partie de ce groupe est entré dans le champ des conflits antagonistes.

Un autre point de discussion concerne la définition-même des

mouvements. Je crois que quand on parle des mouvements on se réfère à des choses très différentes. Nous parlons d'objet empirique et de concept en même temps. Nous baignons dans une tradition qui fait coïncider les mouvements avec des personnages historiques ou avec des effets des contradictions de la structure sociale. Je crois qu'il faut dépasser cet héritage et saisir les phénomènes empiriques d'action collective comme le résultat de plusieurs processus qui ont des significations analytiques différentes. Ce que nous appelons un mouvement contient des éléments de pression institutionnelle, des éléments de crise, des éléments de comportement des masses au sens du « *collective behavior* » fonctionnaliste mais aussi souvent des éléments de conflits antagonistes.

Il ne faut donc pas confondre des définitions analytiques avec des objets empiriques que nous appelons le mouvement des femmes, le mouvement des jeunes, etc. Ces acteurs empiriques sont des phénomènes qui ont plusieurs significations et la tâche de l'analyse est justement de montrer cette pluralité et d'indiquer les issues différentes des orientations qui composent un mouvement. Mais cette confusion témoigne probablement d'un autre problème qui est l'usure à laquelle le concept-même de mouvement est arrivé face au phénomène contemporain d'action collective. Le terme mouvement fait partie d'un univers linguistique qui appartient à la tradition politique européenne et qui est de moins en moins adapté pour interpréter des phénomènes nouveaux. J'ai introduit des termes comme « réseaux de mouvements », « espaces de rassemblement » pour indiquer la fin des mouvements-personnages. Ces notions ne sont pas des concepts analytiques, mais simplement des notions descriptives provisoires qui signalent quand même le fait qu'il faut dépasser la coïnci-

dence entre les concepts analytiques et la description empirique des acteurs.

Il faut élaborer des concepts pour définir la qualité et l'essence de l'action collective d'un côté, et de l'autre appliquer ces grilles analytiques à des objets empiriques qui sont toujours composés, pluriels, multiples. Le terme même de mouvements post-politiques n'a aucune signification analytique. Il signale simplement la fin d'un type d'action collective, les mouvements-personnages, les mouvements coïncidant avec une catégorie sociale et visant la prise du pouvoir et le rapport avec le politique comme l'essentiel de son action. Post-politique signale aussi le fait qu'il s'agit non pas d'un en-deçà de la politique mais d'un au-delà de la politique. Cela implique en d'autres termes des systèmes de représentation et de décision développés, cela implique des systèmes de participation sociale élargis, qui créent justement cette surcharge de possibilités et des ressources données aux individus, aux groupes et en même temps cette extension de l'État. C'est un point de vue. On pourrait dans la même ligne parler d'extinction de l'État, de socialisation des formes de pouvoir, de pénétration du politique dans la vie quotidienne. Sur ce point le débat est ouvert mais je crois que les malentendus portent davantage sur les termes qu'on utilise que sur la substance du phénomène observé.

De la même façon on peut discuter sur le fait que les mouvements contemporains soient des nouveaux mouvements. Je crois que les problèmes que ces mouvements soulèvent ne sont pas nouveaux. Ils se sont manifestés ailleurs dans l'histoire, mais ce qui est nouveau c'est que le problème du contrôle social sur la formation de l'identité et du sens, sur la structure motivationnelle de l'action humaine devient un des enjeux des sociétés à haute complexité. Là où l'information

44 devient la ressource centrale, la définition des codes est au centre même du pouvoir et la lutte pour d'autres codes anime les conflits sociaux.

Tout ce que je viens de dire s'applique évidemment à une analyse synchronique du système et demande beaucoup d'articulations, beaucoup de nuances dans l'analyse d'une société concrète où les formes archaïques, les formes précédentes d'organisation sociale, les nécessités d'intégration nationale, l'État jouent encore un rôle très important. L'importance que j'assigne au rapport entre mouvement et système politique vient du fait que sans une médiation des formes de représentation et d'organisation sociale, l'action collective contemporaine éclate vers la fuite expressive, les symboles vides ou vers la violence marginale, la déviance sans issue.

La tradition politique de la gauche occidentale est mal équipée pour faire face aux nouveaux phénomènes. En particulier les formes d'organisation politique issues de la tradition léniniste sont incapables de se mesurer avec la variabilité des acteurs et des terrains de lutte posés par les nouveaux conflits. Je crois qu'il faut empêcher dans les sociétés complexes que le système politique se ferme et qu'il faut que les sociétés acceptent leurs conflits comme une condition de leur survivance, comme une condition pour libérer des énergies d'innovation.

Le consensus n'est plus un vrai problème dans les sociétés de masse tandis que les occasions pour discuter des fins deviennent de plus en plus rares. Seule la présence des conflits qui touchent les fins et la logique du système assure la dynamique d'une innovation non manipulée. Ils font place à des besoins nouveaux mais il faut pour cela accepter la contradiction entre mouvements et formes de représentation qui sont irréductibles entre eux.

Il faut reconnaître que la médiation politique n'épuise pas le potentiel des demandes collectives et donc que le questionnement des fins renaît sur des terrains différents de la société. La médiation représentative ne peut pas absorber entièrement ces questionnements sur les fins. Mais en même temps, les garanties formelles du système politique, ses formes de représentations telles qu'elles sont ou telles qu'elles peuvent changer, sont une condition pour que l'action collective puisse s'exprimer. Cette action dans et hors du système politique constitue je crois un des noeuds fondamentaux des sociétés contemporaines.

Alberto Melucci

NOTES

- ¹ Melucci, A., *Altri Codici. Aree di movimento nella metropoli*, Il Mulino Bologna, 1983, (à paraître).